

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 14/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TECHCI RHONE ALPES

205 Route de la Plaine
ZA du Truison
73240 Saint-Genix-Les-Villages

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2025 dans l'établissement TECHCI RHONE ALPES implanté 205 Route de la Plaine ZA du Truison 73240 Saint-Genix-les-Villages. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée le 08/04/2025 dans le cadre des suites de la dernière inspection réalisée le 26/09/2024, ainsi que du projet de demande d'autorisation environnementale pour l'exploitation de la nouvelle ligne de galvanisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TECHCI RHONE ALPES
- 205 Route de la Plaine ZA du Truison 73240 Saint-Genix-les-Villages
- Code AIOT : 0006104459
- Régime : Autorisation

La société TECHCI, créée en 1983, est une entreprise spécialisée dans la fabrication de circuits imprimés à forte valeur ajoutée, principalement pour l'aéronautique et le militaire, mais également pour le ferroviaire. Elle dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 27 octobre 2010.

Par ailleurs, la nouvelle ligne de galvanisation engendre une augmentation du volume des bains affectés au traitement (de 24 m³ à 74 m³), entraînant le franchissement du seuil « IED » (Directive sur les Emissions Industrielles), pour l'activité de traitement de surface. Un dossier d'autorisation environnementale doit donc être déposé.

Pour rappel, l'industriel a bénéficié d'une aide de l'État en 2021 dans le cadre du plan France Relance, permettant notamment le remplacement de la ligne de galvanisation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-5 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Préfectoral du 27/10/2010, article 4.3.9.1 Arrêté Ministériel de prescriptions générales du 09/04/2019, article 33	<u>Proposition n°1</u> : Mise en demeure, respect de prescription <u>Proposition n°2</u> : Demande d'action corrective	<u>Proposition n°1</u> : 1 mois <u>Proposition n°2</u> : 15 jours
5	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande d'action corrective	3 mois
6	Eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 8	Demande d'action corrective	3 mois
7	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Demande d'action corrective	3 mois
9	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 58	Demande d'action corrective	3 mois
10	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 51	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Sans objet
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
3	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Préfectoral du 27/10/2010, article 9.2.3	Sans objet
8	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 48 et 57	Sans objet

2.3) Bilan hors point de contrôle

Dans le cadre du projet d'exploitation de la nouvelle ligne de galvanisation entraînant le franchissement du seuil « IED » pour l'activité de traitement de surface, le dossier d'autorisation environnementale n'est pas déposé officiellement et fait actuellement l'objet d'une phase amont.

L'inspection des installations classées a alerté l'exploitant sur l'obligation de prise en compte, dans ce dossier, des nouvelles exigences relatives à la surveillance des émissions de l'établissement dans l'environnement. A titre d'exemple, de nouveaux paramètres seront à mesurer pour les rejets

aqueux industriels (COT, AOX, Fer, PFAS totaux, etc.), et les seuils seront globalement revus à la baisse.

L'exploitant a précisé que l'étude de réduction des consommations d'eau et des flux polluants attendue pour la fin d'année 2025, et pour laquelle le bureau d'étude GAÏA TRAITEMENT DE SURFACES a été missionné, prendra en compte l'exploitation de la nouvelle ligne de traitement de surfaces et donc la directive européenne « IED », avec la mise en oeuvre des meilleures techniques disponibles (MTD) définies dans le BREF.

L'inspection rappelle à l'exploitant que le document de référence sur les MTD pour le traitement de surface est actuellement en cours de révision, la sortie des conclusions est prévue en 2026. Dans la version projet de ce document, lorsque des fourchettes de valeurs sont proposées, ce sont d'expérience les valeurs les plus basses qui sont retenues (exemple pour la DCO, la fourchette est 30-150 mg/l, la valeur qui doit être visée est 30 mg/l, pour le cuivre la valeur basse est 0,1 mg/l).

2-4) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les effluents industriels de l'établissement TECHCI dépassent quasi systématiquement le débit journalier maximal autorisé. Des dépassements réguliers sont également observés sur le flux et la concentration en DCO (demande chimique en oxygène), ponctuellement sur le cuivre et le nickel. De plus, certaines substances ne font pas l'objet d'une surveillance pourtant imposée par la réglementation.

Il est proposé au préfet de la Savoie de prendre, à l'issue des constats réalisés lors de la visite d'inspection, un arrêté préfectoral portant mise en demeure de respecter les valeurs limites d'émissions des rejets aqueux industriels réglementairement applicables à l'établissement.

Les trois campagnes d'analyses des substances PFAS, réglementairement prescrites par l'arrêté ministériel du 20/06/2023, ont été réalisées. Toutefois, seules les vingt substances mentionnées au 2° de l'article 3 de cet arrêté ont fait l'objet de mesures.

Compte-tenu des connaissances dans ce domaine qui permettent de considérer les activités de traitement de surface comme sources d'émission de certaines substances PFAS, l'exploitant doit effectuer des recherches et des vérifications sur l'éventuelle présence de PFAS utilisés, produits, traités, rejetés, produits par dégradation, actuellement et/ou par le passé.

Enfin, concernant les émissions atmosphériques de l'établissement, les dernières analyses montrent des rejets conformes aux valeurs limites réglementaires. L'exploitant devra cependant respecter la fréquence annuelle de leur surveillance.

2-5) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a transmis les plans des réseaux d'eau (eaux usées, eaux pluviales, alimentation en eau) datés du 28/03/2025.

Suite à l'inspection, TECHCI a transmis le plan de récolement du bassin de rétention des eaux en cas d'incendie, il devra apparaître sur le plan général des réseaux d'eau.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
Constats : Après traitement en interne, les eaux industrielles de TECHCI se jettent dans le Rhône, à la confluence avec le ruisseau du Truisson, au sein de la réserve naturelle nationale du Haut-Rhône français. Le jour de la visite, le contrôle visuel au niveau de ce point de rejet n'appelle pas d'observation particulière. Les eaux usées sanitaires sont raccordées à la station d'épuration de Saint-Genix-les-Villages, et les eaux pluviales du site au réseau d'eaux pluviales communal.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Respect des périodicités minimales de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2010, article 9.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance rejets industriels
Prescription contrôlée : Fréquences et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets [...] Les dispositions minimums suivantes sont mises en œuvre : <ul style="list-style-type: none"> • Cu, Pb, Sn, Ni : hebdomadaire ; • Ag, Or, DCO, MEST, F, Hydrocarbures totaux : trimestrielle. [...]
Constats : L'exploitant respecte la fréquence d'analyse de ses rejets aqueux industriels dans le cadre de l'autosurveillance.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Respect des valeurs limites d'émissions (VLE), Actions correctives en cas de dépassement

Référence réglementaire : <ul style="list-style-type: none"> • Arrêté Préfectoral du 27/10/2010, article 4.3.9.1 • Arrêté Ministériel de prescriptions générales du 09/04/2019, article 33 • Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux définies dans les arrêtés suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Arrêté Préfectoral du 27/10/2010, article 4.3.9.1 ;

- Arrêté Ministériel de prescriptions générales du 09/04/2019, article 33.

Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV :

« Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Constats :

1. Dépassements des VLE :

Sur les 12 derniers mois (entre mai 2024 et avril 2025) les non-conformités suivantes ont été constatées :

- le volume journalier rejeté dépasse, plus de 80 % du temps, la valeur limite autorisée de 120 m³/j. La valeur moyenne mensuelle en mars 2025 est de 208 m³/j, avec une valeur journalière maximale de 293 m³/j ;
- sur les 12 dernières mesures mensuelles, la concentration limite en DCO est dépassée 8 fois (valeur maximale 218 mg/l pour une VLE de 120 mg/l), et le seuil pour le flux, 10 fois (avec 6 mesures supérieures à plus de 2 fois la VLE) ;
- le cuivre présente également quelques dépassements journaliers en flux, plus nombreux sur les deux derniers mois : en mars et avril 2025, environ 40 % des mesures journalières ne sont pas conformes (une seule valeur supérieure à plus de 2 fois la VLE) ;
- les analyses mensuelles sur le paramètre MES (matières en suspension) sont conformes pour la concentration, mais 33 % des valeurs en flux dépassent légèrement le seuil autorisé.

2. Commentaires saisis dans GIDAF :

Pour les dépassements constatés, l'exploitant a renseigné les 3 champs prévus dans GIDAF pour indiquer leur nature, cause, ainsi que les actions correctives envisagées.

Toutefois, suite à l'inspection, une analyse plus précise des commentaires saisis montre qu'ils ne répondent pas aux justifications attendues, notamment pour les actions menées pour remédier aux non-conformités :

- pour le dépassement des volumes journaliers rejetés, la mesure corrective indiquée mensuellement dans GIDAF par l'exploitant est, depuis plus de deux ans, « suivi des volumes quotidiens », sans efficacité jusqu'à ce jour. Et le motif principal de cette non-conformité est « l'augmentation de la surface traitée » ;
- concernant le dépassement en DCO (concentration et flux), le commentaire depuis juin 2024 est « recherche approfondie dans le process de fabrication et de traitement à la STEP pour optimiser le traitement de la DCO ».

En décembre 2024 il est indiqué qu'une partie des effluents est traitée comme déchet et que cette action a permis de stabiliser et baisser un peu la concentration en DCO. Toutefois, elle reste non-conforme 1 mois sur 2 depuis la mise en œuvre de ce traitement. Dans ce contexte, une incohérence semble exister, les volumes journaliers rejetés les deux derniers mois (mars et avril 2025) étant plus élevés qu'avant la mise en place du traitement d'une partie des effluents comme déchet depuis décembre dernier.

Depuis février 2025, l'exploitant indique qu'une étude est prévue sur toute la station par un expert externe en vue de réaliser une étude d'opportunité sur la réutilisation des eaux.

3. Programme de surveillance :

Par ailleurs, au-delà des dépassements constatés, il s'avère que certaines substances mentionnées dans l'arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du

<p>régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2565, ne font l'objet d'aucune surveillance. Ces substances doivent être ajoutées au programme de surveillance des rejets aqueux industriels de l'établissement, et le programme tenu à disposition de l'inspection.</p>
<p>Observations :</p> <p>Pour rappel, le respect des VLE des rejets aqueux avait été contrôlé lors de la dernière inspection du 26/09/2024 (point n°6 du rapport d'inspection du 03/10/2024) et avait fait l'objet de la demande d'action corrective suivante, dans un délai de 3 mois :</p> <p>« L'exploitant assure un traitement des effluents suffisant pour revenir à la conformité pour la concentration et le rejet massique en DCO. Il informe l'inspection des installations classées des actions menées en ce sens et du calendrier de résolution. »</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Proposition n°1</u> : Mise en demeure, respect de prescription (respect des VLE EAU réglementairement applicables) • <u>Proposition n°2</u> : Action corrective (établissement du programme de surveillance des rejets aqueux industriels)
<p>Proposition de délais :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Proposition n°1</u> : 1 mois • <u>Proposition n°2</u> : 15 jours

N° 5 : Liste des substances PFAS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'arrêté ministériel du 20/06/2023 relatif à l'analyse des substances PFAS (per et polyfluoroalkylées) dans les rejets aqueux s'applique à l'établissement TECHCI soumis à autorisation sous la rubrique 2565.</p> <p>Les trois campagnes d'analyses des substances PFAS sur trois mois consécutifs ont été réalisées en décembre 2023, janvier et février 2024, au niveau du point de rejet des eaux industrielles et du point de rejet des eaux pluviales. Aucune des substances PFAS mentionnées à l'article 3 de l'arrêté ministériel susvisé n'a été identifiée lors des 3 campagnes, et le paramètre AOF s'est avéré inférieur à la limite de quantification.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas utiliser de substance PFAS dans le process, les résultats des trois campagnes d'analyse le confirmant.</p> <p>Cependant, les campagnes d'analyses n'ont porté que sur les 20 substances PFAS mentionnées au 2° de l'article 3 de l'arrêté ministériel.</p> <p>L'exploitant n'a pas respecté l'article 2 de l'arrêté ministériel qui impose l'établissement d'une liste des substances PFAS par l'exploitant, ni le cas échéant l'article 3-3° qui prévoit « la recherche et</p>

l'analyse de toute autre substance PFAS, mentionnée dans la liste établie par l'exploitant selon les dispositions prévues à l'article 2, techniquement quantifiable selon les dispositions prévues à l'article 4, non comprise dans la liste du 2° et susceptible d'être ou d'avoir été présente dans les rejets aqueux de son établissement.

Sont particulièrement concernées les substances suivantes :

- acide perfluorotetradécanoïque (code SANDRE :6547) ;
- acide perfluorohexadécanoïque (8984) ;
- acide perfluorooctadécanoïque (8985) ;
- ammonium perfluoro (2-méthyl-3-oxahexanoate) (8982) ;
- 4,8-Dioxa-3H-perfluorononanoic acid (8983) ;
- perfluoro([5-méthoxy-1,3-dioxolan-4-yl]oxy) acetic acid (8981) ;
- 2-perfluorohexyl ethanol (6 : 2) (7997) ;
- 2-perfluorooctyl ethanol (8 : 2) (8000).

De plus, l'état des connaissances sur les rejets en PFAS permet de considérer les industries spécialisées dans le traitement de surface comme sources directes d'émission de certaines substances PFAS, notamment : 6:2 FTS, 6:2 CI-PFESA, C5 à C12 PFCAs, C4 à C10 PFSA, CI-6:2 PFESA, CI-8:2 PFESA, 1H-6:2 PFESA, 1H-8:2PFESA, 8:2 PFUESA, 4:2, 6:2 et 8:2 FTS.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre sous 2 mois des éléments justifiant qu'il a procédé à des vérifications sur l'absence de substances PFAS utilisées, produites, traitées, rejetées, produites par dégradation, actuellement et/ou par le passé, notamment :

- il doit vérifier auprès de ses fournisseurs de produits si ceux-ci contiennent des PFAS, en particulier le 6:2 FTS ainsi que les substances désignées dans la partie « Constat » du présent point de contrôle.
L'exploitant doit transmettre la liste des produits qui ont été analysés par les fournisseurs et la synthèse de leur réponse ;
- il fait l'inventaire des produits utilisés par le site en détaillant chaque substance les composant, et compare ces substances à celles nommées dans les articles 2 et 3 de l'arrêté du 20/06/2023. L'exploitant doit transmettre les résultats de ces comparaisons ;
- parmi l'inventaire, il identifie les substances contenant le terme « fluo » et les compare à la liste officielle des 4730 substances PFAS élaborée par l'OCDE.
L'exploitant doit transmettre les résultats de ces comparaisons ;
- il précise à l'inspection si les mousses d'extinction incendie sur le site contiennent des PFAS, et si des mousses ont été utilisées par les pompiers dans le cadre d'exercices ou de situations réelles.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Eaux pluviales

Référence réglementaire :

- Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 8
- Arrêté Préfectoral du 27/10/2010, article 4.3.12

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 8 :

Lorsque le ruissellement des eaux pluviales sur des toitures, aires de stockage, voies de circulation,

<p>aires de stationnement et autres surfaces imperméables est susceptible de présenter un risque particulier d'entraînement de pollution par lessivage ou si le milieu naturel est particulièrement sensible, le réseau de collecte des eaux pluviales est aménagé et raccordé à un (ou plusieurs) bassin(s) de confinement capable(s) de recueillir le premier flot des eaux pluviales.</p> <p>Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié. Leur rejet est étalé dans le temps en tant que de besoin en vue de respecter les valeurs limites en concentration fixées par le présent arrêté.</p> <p><u>Arrêté Préfectoral du 27/10/2010, article 4.3.12 :</u></p> <p>L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :</p> <ul style="list-style-type: none"> • MES : 35 mg/l ; • HCT : 10 mg/l.
<p>Constats :</p> <p>Avant la visite, l'inspection a constaté l'absence de transmission d'analyses des eaux pluviales via GIDAF.</p> <p>L'exploitant a confirmé que les eaux pluviales collectées ne font pas l'objet d'analyse avant leur rejet.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de procéder à une surveillance annuelle des eaux pluviales avant leur rejet. Les résultats seront transmis à l'inspection via GIDAF.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Transmission GIDAF

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou à la préfète.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant transmet régulièrement ses résultats d'analyses pour les effluents industriels conformément au cadre du programme de surveillance établi sur le site GIDAF.</p> <p>L'exploitant ne faisant pas procéder aux analyses des eaux pluviales, il ne peut par conséquent les transmettre via GIDAF.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre à l'inspection via GIDAF les résultats des analyses des eaux pluviales.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : <ul style="list-style-type: none">• Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 57• Arrêté Préfectoral du 27/10/2010, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Respect VLE
Prescription contrôlée : <p>L'installation respecte les valeurs limites en concentration ci-après pour les polluants susceptibles d'être rejetés :</p> <p><u>REJET DIRECT (en mg/m³)</u> : Acidité totale exprimée en H : 0,5 ; HF exprimé en F : 2 ; Cr total : 1 ; Cr VI : 0,1 ; CN : 1 ; Alcalins exprimés en OH : 10 ; NOx exprimés en NO2 : 100 (AP du 27/10/2010) ; SO2 : 100 ; NH3 : 30 ; Pb : 1 (AP du 27/10/2010) ; Cu, Sn, Ni : 5 (AP du 27/10/2010) ; COV ; CH4.</p>
Constats : <p>L'exploitant a présenté les deux derniers rapports des mesures des émissions atmosphériques réalisées en 2022 et 2024.</p> <p>En 2024, les résultats sont conformes pour les quatre tours de lavage de gaz.</p> <p>En 2022, une non-conformité est constatée pour un paramètre sur la tour de lavage de la ligne « usine », mais la contre analyse réalisée en 2023 montre un retour à la conformité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 58
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions
Prescription contrôlée : <p>Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques des polluants susceptibles d'être émis visés à l'article 57 est réalisée au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations au plus tard dans l'année suivant la mise en service de l'installation puis tous les ans.</p>
Constats : <p>L'exploitant fait procéder à des mesures de ses émissions atmosphériques tous les deux ans. La fréquence réglementaire annuelle n'est pas respectée.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'inspection demande à l'exploitant de faire réaliser, sous 3 mois, la campagne de mesures annuelles de ses rejets atmosphériques sur les quatre tours de lavage de gaz et les transmettre à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 51
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants
Prescription contrôlée : <p>Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an,</p>

l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.
Constats : L'exploitant a indiqué une consommation de solvants d'environ 25 kg/jour pour la ligne « vernis ». L'inspection n'a pas vérifié pendant la visite l'existence d'un plan de gestion des solvants qui semble être requis dans le cas présent au vu de la consommation journalière indiquée par l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de préciser la consommation annuelle de l'établissement en solvants, et de lui transmettre un plan de gestion dans le cas où elle serait supérieure à 1 tonne.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois